



VILLE DE SOLLIÈS-PONT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DU VAR

POLE FAMILLE  
SPORT SOLIDARITE

ANTENNE  
ADMINISTRATIVE ET  
COMPTABLE

Solliès-Pont, le 06 FEV. 2015

## ARRÊTÉ

**Le maire de Solliès-Pont,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

**N° Départ :** 63/2015/4/PFSS/AAC/JPC/CF

**Vu** Le code général des collectivités territoriales,

**Vu** Le règlement intérieur du Stade Municipal Jean MURAT,

**Considérant** Au vu des intempéries de ces derniers jours,

### arrête

**Article 1 :** La pelouse du stade Jean Murat sera interdite aux différents utilisateurs,

**Article 2 :** L'interdiction est prévue du 06 au 08 février 2015 inclus.

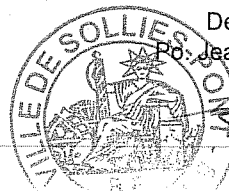
**Article 3 :** Le gardien du stade sera chargé de l'application du présent arrêté,

**Article 4 :** Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté :  
Monsieur le premier adjoint au maire,  
Monsieur le directeur général des services,  
Monsieur le responsable de la police municipale,  
Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de la Farlède,  
Messieurs les présidents des clubs utilisateurs.

Thierry DUPONT  
Adjoint au maire

Délégué aux Sports

Po. Jean-Pierre CORQUAULT  
1<sup>er</sup> adjoint



#### Notes

La mairie de Solliès-Pont certifie que cet arrêté est exécutoire de plein droit, en vertu de l'article 2 chapitre I de la loi n° 82-213 modifiée du 02 07 1982, les formalités préalables à son entrée en vigueur ayant été effectuées.

Il informe qu'en vertu du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers (art. 9) JORF du 3 décembre 1983 modifiant le décret n° 85-29 du 11 novembre 1985 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (Art. 1 - Art. 6), le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la prise de connaissance.